



**CABINET DE ROBERT POUJADE , MINISTRE DÉLÉGUÉ  
AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DE LA  
PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT.**

**(répertoire numérique détaillé, 20070209)**

Auteur(s)

Patrick Cavalié, mission des archives du ministère de la transition écologique et solidaire  
sous la direction de Camille Tatger

Première édition électronique

Archives nationales

Paris

2020

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002) aux Archives nationales

## Sommaire

|  |                   |
|--|-------------------|
| Discours, réponses aux questions écrites du Parlement, budget..... | <a href="#">6</a> |
| Affaires européennes ; chasse ; pêche ; aménagement.....           | <a href="#">6</a> |

**Référence**

20170209/1-20170209/2

**Niveau de description**

Groupe de cotes.

**Intitulé**

Cabinet de Robert Poujade , ministre délégué auprès du premier Ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement.

**Dates extrêmes**

1971-1974.

**Noms des principaux producteurs**

Secrétariat de Robert Poujade , ministre délégué auprès du premier Ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement

**Importance matérielle**

0,66 mètres linéaires (2 boîtes, 1 Dimab)

**Langue des documents**

français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Archives nationales.

**Localisation physique**

Pierrefitte-sur-Seine.

**Conditions d'accès**

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

Conformément aux règles de réutilisation des données publiques régies par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, dite loi CADA.

**Modalités d'entrée**

Versement.

**Modalités d'entrée**

Le versement s'est effectué en 2007.

**Historique du producteur**

Robert Poujade, né le 6 mai 1928 à Moulins (Allier).

Fils d'un professeur agrégé de lettres classiques, il fait lui-même des études supérieures qui le conduisent à l'École normale supérieure et à l'agrégation de lettres. Il commence sa carrière d'enseignant en 1954 comme professeur de lettres supérieures au lycée Carnot de Dijon.

Il s'engage dès l'âge de 18 ans au sein du mouvement gaulliste et milite successivement au Rassemblement du peuple français (RPF), chez les Républicains sociaux, à l'Union nationale pour la nouvelle République (UNR), à l'Union des démocrates pour la République (UDR) et

au Rassemblement pour la République (RPR). Secrétaire national des étudiants du RPF, il organise ensuite la fédération de la Côte-d'Or des Républicains sociaux, puis il est nommé en 1958 secrétaire général de la fédération départementale de l'UNR. En 1960, il entre au comité central de l'UNR, et au bureau en 1961. Il devient l'un des secrétaires nationaux du parti gaulliste en 1967, avant d'être nommé secrétaire général de l'UDR (1968-71), puis membre du bureau politique du RPR en 1984.

Après un bref passage (janvier-février 1963) comme conseiller technique au cabinet de Jacques Maziol, ministre de la construction du gouvernement de Georges Pompidou, il est nommé membre du conseil économique et social, au sein duquel il siège en tant que « personnalité qualifiée » de septembre 1964 à avril 1967. Il est également membre de la Commission de développement économique régional (CODER) de la Bourgogne de 1965 à 1973.

En 1962, il tente en vain de se faire élire député face au sortant, le chanoine Kir (Centre national des indépendants CNI). Mais il prend sa revanche sur ce dernier lors des élections générales de 1967, il devient député de la 1re circonscription de la Côte-d'Or. La même année, il est élu au conseil général de la Côte-d'Or (canton de Dijon-Ouest) puis à la suite du décès du chanoine Kir, il est élu au conseil municipal de Dijon le 28/05/1968 : une ville dont il devient maire en 1971.

La protection de l'environnement l'intéresse tôt puisqu'il est membre dans les années 1960 de la Ligue urbaine et rurale et de la Ligue contre le bruit. Président du Haut comité de l'environnement créé en 1970 sous la responsabilité de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), il est nommé en janvier 1971 ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, dans les gouvernements Chaban-Delmas (janvier 1971-juillet 1972) et Messmer (juillet 1972-mars 1973), puis ministre de la protection de la nature et de l'environnement (Gouvernement Messmer, avril 1973-février 1974). Avec un budget de près de 200 millions de francs et 300 fonctionnaires, ce ministère s'étoffe à la suite du premier choc pétrolier. Ses premières missions concernent la lutte contre la pollution sonore, le développement d'un réseau de contrôle de la qualité de l'air, l'extension des compétences des agences de l'eau, des contrats entre l'État avec les branches industrielles polluantes pour mettre en place des normes de lutte contre les nuisances (notamment avec la papeterie, cimenterie, l'industrie de surfacage, BTP, cette dernière le menaçant indirectement).

## **Historique de la conservation**

### **Évaluation, tris et éliminations**

### **Mode de classement**

#### **Accroissement**

Fonds clos.

#### **Présentation du contenu**

Ce fonds concerne le discours, réponses aux questions écrites et orales posées au Parlement, le budget, ainsi que notamment les relevés de décisions du Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement.

## **20070209/1**

Discours, réponses aux questions écrites du Parlement, budget.

1971-1974

Discours de Robert Poujade sur la protection du paysage, 1971. Perspectives d'action du ministre, synthèse, discours, 1973. Réponses du ministre aux questions écrites et orales posées à l'Assemblée nationale et au Sénat, 1971-1974. Projet de loi de finances, 1971-1972, 1974. Budget 1973 : discussions budgétaires, 1972.

## **20070209/2**

Affaires européennes ; chasse ; pêche ; aménagement.

1971-1973

Coopération européenne en matière d'environnement, mémorandum, 1972. Conférence des Nations Unies à Stockholm : synthèses, discours, 1972. Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE) : relevés de décision, 1971-1973. Réforme du Conseil supérieur de la chasse : projet de décret, 1972. Pêche : synthèses, communiqué de presse, 1972-1973. Zones naturelles d'équilibre de la région parisienne : rapport de la mission de l'environnement rural et urbain (MERU), 1973. Equilibres mobiles d'environnement urbain : rapport, 1973.